

Le Chef de service de la police municipale
Michaël DEHAY
Responsable de la police municipale

A Monsieur le Préfet de la Seine Saint-Denis

Service :
Police Municipale-
ASVP Stationnement

Réf. :18/2018
DM/NB-31.05.018

Dossier suivi par :
Michaël DEHAY
Service stationnement
Tél : 01. 49. 42. 48.77

Le Pré Saint-Gervais, le 20 mars 2019

Objet : Rapport sur l'emploi des caméras individuelles.

Monsieur le Préfet,

Le 02 août 2017, la ville du Pré Saint-Gervais a obtenu un arrêté préfectoral autorisant l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune du Pré Saint-Gervais.

Suite à cette autorisation préfectorale des arrêtés municipaux nominatifs pour chaque agent de police municipal ont été délivrés par la Mairie le 05 octobre 2017.

L'objectif du port de ces caméras « piétons » sur la ville du Pré Saint-Gervais est d'améliorer la sécurité des policiers intervenant et de pourvoir répondre davantage aux demandes des administrés.

L'utilisation de ces caméras « piétons » est devenue quotidienne pour les agents de la police municipale.

A chaque départ en mission de surveillance sur la commune, les patrouilles se munissent systématiquement d'une caméra individuelle.

Les policiers municipaux en poste au Pré Saint-Gervais ont conscience de l'impact vis-à-vis des jeunes rencontrés sur les interventions qui sont prêt à troubler l'ordre public.

Les interventions et les moyens déployés par les équipages de policiers municipaux en rapport avec des incidents sur la voie publique, nécessitent parfois des enregistrements audiovisuels qui ont été jusqu'alors préventifs.

Car en effet, des individus peu scrupuleux, audacieux en groupe, qui tentent d'intimider ou d'injurier les policiers municipaux, deviennent plus hésitant à s'en prendre directement aux policiers.

Il a été constaté à plusieurs reprises, qu'en actionnant le mode enregistrement des caméras individuelles, ceci a permis d'apaiser des tensions ou de diminuer des menaces envers les policiers municipaux ou des membres de la mairie.

Aucune procédure judiciaire, administratives ou disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant des caméras individuelles n'a été effectuée.

Michaël DEHAY
Chef de service 2 ème classe
de la police municipale